

Refaire la France avec le peuple

LEMONDE.FR | 03.02.12 | 09h22

À moins de 100 jours de l'élection présidentielle, les problèmes vécus par ces millions de Français "oubliés", deviennent peu à peu "visibles" plus légitimes. C'est un progrès alors que la désindustrialisation rend l'avenir menaçant, que les coupes budgétaires défont le maillage territorial des services publics et que la fracture des métropoles conduit à la relégation des franges urbaines avec un habitat pavillonnaire où se développe un sentiment d'abandon et des grands ensembles, où sur fond de paupérisation et d'ethnicisation croissante, le repli communautaire gagne.

Comme habitant d'Argenteuil et maire de la 3e ville d'Ile-de-France, il n'y a pour moi ni "invisibles" ni même "minorités visibles". A Argenteuil, il n'y a que des habitants de la République. C'est bien parce que cette ville en est même un remarquable creuset que je refuse toujours de la laisser enfermée dans la caricature alimentée par des prises de paroles hasardeuses jusqu'au sommet de l'Etat. Au contraire, c'est une cité dense et complexe, fière d'avoir accueilli des générations d'immigrants depuis plus d'un siècle. C'est une ville laborieuse qui se développe au bord de la Seine depuis la Révolution industrielle. Bref, c'est une ville, active, grande, et populaire.

Pourtant le rapport de la société avec une ville comme Argenteuil est nourri du regard condescendant des "élites" sur les classes et les quartiers populaires. Même le vocabulaire est révélateur. On ne parle pas de "ville" mais de "quartiers" dont un article du "Dictionnaire des idées reçues", pourrait dire : "entité territoriale ; toujours au pluriel, souvent en ébullition, peuplé de jeunes pour l'essentiel, en difficulté forcément ; en proie au communautarisme ; en bute à l'insécurité." Un morceau d'une République atomisée que l'on regarde sans savoir quoi faire.

Pourtant il n'est pas difficile d'identifier les premiers chantiers d'une politique pour la ville, pour "faire ville ensemble", en s'intéressant aux conditions de mise en œuvre de la laïcité, en se dotant d'outils pour corriger les inégalités générées par l'économie de marché et en trouvant les voies pour s'extraire du piège de la délinquance.

La laïcité est un système de droits et de devoirs pour vivre libres et égaux. Alors arrêtons de se contenter d'en être les gardiens d'une vision muséifiée et de la laisser préemptée par l'extrême-droite. Vivante, elle permet au contraire à chacun de s'extraire des pesanteurs de son milieu d'origine et de s'épanouir, solidement adossé à des valeurs humanistes réellement partagées. Mais que signifierait-elle si on en ignore les modalités pratiques ? La laïcité doit pouvoir s'inscrire dans notre quotidien : Ouvrir ce débat, c'est oser affronter, pour les dépasser, les dérives communautaires de toutes parts qui sapent les bases de notre creuset commun.

Une politique pour la ville implique que les conditions de la justice, entre territoires et entre individus, soient réunies. Vouloir la justice entre les territoires ? Cela commence par faire cesser la farce de la loi SRU. On contraindra vraiment les communes quand on conditionnera enfin leur financement à la réalisation des logements prévus par la loi et dont la France a besoin car 8 millions de nos concitoyens subissent encore aujourd'hui le "mal logement". Vouloir la justice pour les individus, c'est créer les conditions de l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi, en allant à l'encontre des discriminations liés à la couleur de peau, aux conditions sociales et géographiques d'existence. Je ne compte plus les jeunes diplômés à qui on refuse l'entrée dans le monde du travail. Comme maire, j'agis tant bien que mal pour que ces préjugés soient dépassés. Mais pour agir efficacement, c'est un véritable service public de l'emploi qu'il faut reconstruire, pour ceux qui ont le moins de "relations" et qui ne veulent plus que leur adresse détermine leur destin.

Reste un piège dont il faut extraire les individus et la société : la délinquance. La valeur pédagogique du travail et l'effet de l'éloignement peuvent y aider. Ce sont les travaux d'intérêt général, qu'il faut développer radicalement, loin du lieu du délit, avec un hébergement surveillé. Les délinquants ne sont pas nés pour l'être. Ne rien faire c'est piéger tout le monde : les délinquants, qui finissent par s'en faire une identité, et la société, qui continue à subir leurs sévices et autres larcins.

Oser aborder enfin ces chantiers, c'est définir les contours d'une politique pour la ville qui tourne le dos à la "politique de la ville" car celle-ci fragmente l'espace public au lieu de le rassembler. Comme il ne saurait y avoir de bantoustan dans la République, concentrons-nous plutôt sur le destin de ces femmes et de ces hommes, encore victimes de la cécité des dirigeants et aujourd'hui pénalisés par la crise. En conjuguant des actions publiques vigoureuses avec l'énergie qu'ils consacrent à s'extraire de leurs difficultés. Ainsi, nous pourrions peut-être ouvrir davantage le "champs des possibles" en desserrant l'étau de la relégation. Je vois d'ici ceux qui nous expliqueront que la crise de la dette doit nous conduire à abandonner, à rogner, à renoncer. Mais en toute circonstance pourtant, notre avenir reste une question de détermination, pour pouvoir refaire la France, avec ses forces vives, c'est à dire avec le peuple.

Philippe Doucet, maire d'Argenteuil et secrétaire national du PS

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de **l'actualité**. Découvrez chaque jour toute **l'info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.